

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 23/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 03/12/2025**

#### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT WESTROCK FRANCE**

ZI de la Gare - Chemin des Anglais  
BP 509  
44470 Carquefou

**Référence :** N1-2025-1415  
**Code AIOT :** 0006301149

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK FRANCE implanté ZI de la Gare - Chemin des Anglais BP 509 44470 Carquefou. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT WESTROCK FRANCE
- ZI de la Gare - Chemin des Anglais BP 509 44470 Carquefou
- Code AIOT : 0006301149
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SMURFIT WESTROCK FRANCE situé à Carquefou est spécialisé dans la conception et la fabrication d'emballages en carton ondulé léger pour les secteurs de l'agroalimentaire, de la cosmétique et de l'industrie.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Accusé de réception du 14/02/2012	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets d'eaux industrielles - Modalités générales	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle des rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Suivi des équipements - Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16	Demande d'action corrective	1 mois
7	Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16	Demande d'action corrective	1 mois
9	Suivi des équipements - Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4-10	Demande d'action corrective	1 mois
10	Installations électriques - Exhaustivité du contrôle	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-8	Demande d'action corrective	1 mois
11	Installations électriques - Prise en compte des observations	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-8	Demande d'action corrective	1 mois
12	Suivi des équipements - Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-5	Demande d'action corrective	1 mois
13	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-18	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contrôle des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fait part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Accusé de réception du 14/02/2012
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nouveau classement des activités de l'établissement est listé dans le tableau suivant : [Tableau de classement].
<b>Constats :</b> Le tableau de classement des activités au titre des ICPE a été mis à jour par accusé de réception du 14-02-2025. Depuis, la nomenclature des ICPE a été mise à jour à de nombreuses reprises, en particulier, par décret n°2021-1558 du 02-12-2021 (pour la rubrique n°2445), par décret n°2020-1169 du 24-09-2020 (pour les rubriques 1530 et 1532) et par décret n°2019-1096 du 28-10-2019 (pour la rubrique n°2925). De plus, les rubriques n°1180 et 2920 ont été supprimées. Ces modifications impactent le classement ICPE du site. Ce point a déjà fait l'objet d'un constat lors de la précédente inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit transmettre, dans les meilleurs délais, une mise à jour de son tableau de classement au titre des ICPE prenant en compte les modifications apportées à la nomenclature des ICPE.</b> <b>Par ailleurs, il précisera si des modifications apportées aux installations ont fait évoluer ce classement. Le cas échéant, un dossier de porter à connaissance sera établi en application de l'article R181-46 du code de l'environnement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°2 : Rejets d'eaux industrielles - Modalités générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les effluents industriels sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit traités comme déchets liquides et envoyés en centres de détoxification extérieurs (...);</li> <li>- soit prétraités avant raccordement au réseau public d'assainissement sous réserve du respect des caractéristiques minimales fixées par l'AM du 02-02-1998 et de l'accord préalable des gestionnaires dudit réseau.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les procédés à l'origine de rejets d'eaux industrielles, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux encrées stockées dans 2 cuves de 5 m<sup>3</sup> avec pré-traitement par floculation-décantation et filtration avant rejet des eaux pré-traitées vers la station d'épuration urbaine ;</li> <li>- les eaux amidonnées stockées dans 2 cuves de 15 m<sup>3</sup> avec pré-traitement par incubation de bactéries et décantation avant rejet des eaux pré-traitées vers la station d'épuration urbaine.</li> </ul> <p>L'exploitant précise alors que la convention encadrant les rejets des eaux industrielles du site vers la station d'épuration urbaine a été mise à jour en octobre 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit transmettre, dans les meilleurs délais, en application de l'article R181-46 du code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance mettant à jour les modalités de gestion des eaux industrielles du site et caractérisant leurs impacts sur l'environnement, afin de mettre à jour les dispositions de l'AP du 30-09-2003 encadrant les rejets d'eaux industrielles du site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N°3 : Contrôle des rejets d'eaux industrielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous ces conditions, la composition des eaux usées industrielles du site rejetées au réseau public répond aux caractéristiques suivantes :</p> <p>[Tableau précisant paramètres, valeurs limites de rejet et fréquence de contrôle]</p> <p>L'industriel procède, à ses frais, dans le cadre d'une pratique d'autosurveillance, au contrôle des paramètres dont les valeurs limites sont fixées au tableau ci-dessus ; ces résultats font l'objet d'une transmission à l'inspecteur des installations classées (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise périodiquement des mesures sur les rejets d'eaux encrées et d'eaux amidonnées du site.</p> <p>Les dernières déclarations transmises sous l'application GIDAF pour les eaux encrées ne mettent pas en évidence de dépassement des paramètres réglementés pour l'autosurveillance trimestrielle.</p> <p>Les rapports joints montrent que l'exploitant a également réalisé des mesures sur certains micro-polluants listés à l'article 32-4 de l'AM du 02-02-1998.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les modalités de surveillance de ces rejets ; cependant, les résultats des contrôles réalisés ne sont pas déclarés systématiquement sous l'application GIDAF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit déclarer, sous l'application GIDAF, l'ensemble des résultats de mesures réalisées sur les rejets d'eaux industrielles de l'établissement.</b></p> <p><b>Il mettra à jour le programme de surveillance des rejets en prenant en compte les dispositions de</b></p>

la section IV du chapitre V de l'arrêté ministériel du 02-12-2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N°4 : Contrôle des rejets d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 7-4-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont rejetées sans traitement vers le milieu naturel environnant (...).

Celles susceptibles d'être en contact avec de tels produits (...) sont traitées avant rejet au milieu naturel par décantation déshuilage.

L'efficacité du dispositif est vérifiée une fois par an sur un prélèvement représentatif. (...)

Les rejets en sortie de cet ouvrage présentent les caractéristiques suivantes :

[Tableau précisant les paramètres à contrôler et les valeurs limites de rejet]

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé en juin 2025.

Les valeurs limites de rejets sont respectées.

Le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures a été réalisé en octobre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°5 : Suivi des équipements - Extincteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de protection

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...)

- d'extincteurs portatifs (...).

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. (...)

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé en novembre 2025. Dans ce rapport, il est précisé que 6 extincteurs ont été remplacés.

Par contre, il apparaît également que 3 extincteurs n'ont pas été vérifiés (n°015bis, 125bis et 166).

Par ailleurs, il a été constaté que, dans le rapport présenté, plus de 30 extincteurs auront plus de 10 ans en 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, au contrôle des 3 extincteurs non vérifiés en novembre 2025. Il précisera les dispositions prises en ce sens.**

**L'exploitant veillera au remplacement (ou à la requalification) des extincteurs ayant plus de 10 ans en 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°6 : Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- de robinets d'incendie armés (...).</li> </ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. (...)
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des robinets d'incendie armés établi en novembre 2025. Dans ce rapport, il est précisé les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un volant à remplacer sur un RIA ;</li> <li>- des chocs sur 6 RIA (sans remise en cause du fonctionnement) ;</li> <li>- des fuites sur 3 RIA.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, remettre en conformité ces équipements. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°7 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture ; ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). (...)
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des systèmes de désenfumage établi en septembre 2024. Celui-ci met en évidence plusieurs non-conformités dont 3 ont été classées prioritaires. Des observations sont également émises sur d'autres équipements (treuil endommagé ; ouverture incomplète ; présence d'un rideau ; L'exploitant a précisé les actions correctives prises pour prendre en compte ces observations. Cependant, le document établi en décembre 2024 présenté ne prend pas en compte l'ensemble des équipements sur lesquels des observations sont émises et précise des observations complémentaires nécessitant des travaux complémentaires ("vannes HS" ; "prévoir vérins"). Un nouveau contrôle a été réalisé le 01-12-2025 ; le rapport n'était pas disponible le jour de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions correctives pour prendre en compte les observations figurant dans le rapport de vérification de l'année 2024, de manière exhaustive. Il précisera les dispositions prises et transmettra les justificatifs correspondants.</b>

Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de la vérification réalisée en décembre 2025 et précisera les actions correctives envisagées le cas échéant. Il doit également s'assurer du respect de la périodicité annuelle du contrôle (durée de 12 mois entre 2 contrôles).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

#### N°8 : Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-16
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique de fumées (...).</li> </ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. (...)
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des dispositifs de détection automatique d'incendie réalisée en novembre 2025. Dans ces rapports, il est précisé que la fréquence de vérification est semestrielle ; or, au vu des informations présentées dans les documents, les 2 dernières vérifications ont été réalisées le 03-06-2024 et le 25-11-2025. Par ailleurs, plusieurs observations sont émises dans les rapports, en particulier, concernant, le remplacement à prévoir des batteries et le reconditionnement des détecteurs de fumées. De plus, aucun test du signal d'évacuation n'a été réalisé. Enfin, il a été constaté lors de la visite qu'aucune détection automatique d'incendie n'a été mis en place au niveau des stockages de bobines de papier et de palettes sous barnums extérieurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant précisera les dispositions prises pour prendre en compte les observations émises dans les rapports de contrôle. Il confirmera la périodicité semestrielle de réalisation de ce contrôle. L'exploitant doit également tester périodiquement le signal d'évacuation, pour s'assurer que l'alarme est perceptible en tout point de l'établissement. Enfin, l'exploitant justifiera, au vu des dispositions réglementaires applicables (en particulier des arrêtés ministériels du 02-12-2021 et du 30-09-2008), l'absence de détection automatique d'incendie au niveau des 2 barnums extérieurs de stockages de bobines de papier et de palettes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

#### N°9 : Suivi des équipements - Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4-10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus,



installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification du système d'extinction automatique d'incendie réalisée en mai 2025 (intitulé "Contrôle de routine d'un système d'extinction automatique de type Sprinkleur").</p> <p>D'importantes modifications ont été apportées au système automatique d'incendie (construction d'un nouveau bâtiment avec mise en place d'un nouveau système incluant, en particulier, 2 nouveaux groupes moto-pompes et une nouvelle cuve de 1233 m³).</p> <p>Il est également précisé dans le document que les contrôles sont réalisés suivant le référentiel NFPA 25.</p> <p>Plusieurs observations ou recommandations ont été émises dans le rapport (P17 et 19).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un plan d'actions reprenant les observations émises a été établi.</p> <p>Les contrôles hebdomadaires (intégrant en particulier, le démarrage des 2 groupes moto-pompes) sont réalisés en interne et tracés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra le rapport d'intervention justifiant de la réalisation des travaux permettant de prendre en compte l'ensemble des observations émises dans le rapport de vérification présenté.</b></p> <p><b>Il précisera également les dispositions prises pour prendre en compte les observations organisationnelles concernant le respect des espaces libres en haut des stockages, des surfaces des îlots de stockage au sol et de la hauteur de stockage.</b></p> <p><b>Il confirmera la périodicité de ce contrôle selon le référentiel NFPA25.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°10 : Installations électriques - Exhaustivité du contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conformes aux réglementations en vigueur.</p> <p>Elles doivent être entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques établis en novembre 2025.</p> <p>Dans chaque rapport, sont précisés les documents nécessaires à la vérification et les limites d'intervention.</p> <p>D'une part, certains documents nécessaires à la vérification n'ont pas été fournis ou de manière incomplète.</p> <p>D'autre part, des limites d'intervention particulières sont notées. Notamment, il est précisé que n'ont pas été réalisés l'examen des éléments internes des cellules haute tension en l'absence d'autorisation de coupure et les essais des éventuels dispositifs de verrouillage. De même, certaines parties d'installations n'ont pas été vérifiées (transformateur 125 kVA et secondaire 125 kVA).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer, lors du prochain contrôle des installations électriques de l'établissement, de l'exhaustivité du contrôle réalisé. En particulier, il doit s'assurer de</b></p>

<b>l'accessibilité de l'ensemble des installations électriques.</b>
<b>Il doit également s'assurer de la mise à disposition de l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du contrôle.</b>
<b>Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### **N°11 : Installations électriques - Prise en compte des observations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Elles doivent être entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. (...)
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques établis entre le 22-10 et le 04-11-2025 ainsi que les certificats Q18 associés. Dans le rapport concernant la distribution alimentée par le poste 800 kVA, sont mises en évidence 22 observations (dont 6 nouvelles). 6 observations sont reprises dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Dans le rapport concernant la distribution alimentée par le poste 1000 kVA, sont mises en évidence 73 observations (dont 6 nouvelles). 9 observations sont reprises dans le certificat Q18 concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit remettre en conformité les installations électriques de l'établissement, dans les meilleurs délais, en prenant en compte, prioritairement, les observations listées dans les certificats Q18.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### **N°12 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les locaux abritant les installations à risque telle que définies à l'article 9-7 ci-après, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : (...). les portails assurant le passage entre zones de stockage et zones de production sont coupe-feu dégradé 1 h et sont asservis à des détecteurs autonomes placés de part et d'autre desdits portails (...). AM du 02-12-2021 – Article 4-14-I : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), portes coupe-feu, ...) (...).
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des portes coupe-feu réalisée en janvier 2025.

<p>Dans le rapport, il est précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la porte coupe-feu coulissante du local de charge, bien qu'elle soit opérationnelle, le rail de réception est fortement déformé et il n'y a pas de joint de dilatation ;</li> <li>- pour la porte coupe-feu coulissante au niveau du stockage, bien qu'elle soit opérationnelle, la porte reste ouverte sur 1 mètre.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées souligne une incohérence entre les constats faits et la conclusion.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un nouveau contrôle est programmé prochainement avec un nouveau prestataire. Il est rappelé que le contrôle doit inclure la vérification du bon fonctionnement des asservissements à la détection incendie et que les portes coupe-feu battantes doivent également faire l'objet d'une vérification.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit remettre en conformité les portes coupe-feu dans les plus brefs délais.</b></p> <p><b>L'exploitant doit veiller que lors du prochain contrôle, la vérification des asservissements associés aux portes coupe-feu soit tracée et les portes coupe-feu battantes soient incluses à la vérification.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N°13 : Installation de protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2003, article 9-18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée en septembre 2024.</p> <p>Dans ce rapport, des corrections sont préconisées. En particulier, il est précisé de prévoir la vérification des paratonnerres inaccessibles et de procéder au nettoyage du terrain, pour pouvoir mesurer la valeur de terre des 2 prises T11 et T12.</p> <p>Il est également relevé des prises de terre ayant une résistance supérieure à 10 Ohms.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'un nouveau contrôle était planifié en décembre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit mettre en conformité, dans les meilleurs délais, les installations de protection contre la foudre de l'établissement. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</b></p> <p><b>Il analysera également les raisons pour lesquelles la résistance de certaines prises de terre est supérieure à 10 Ohms.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>